**ORDONNANCE N°008
du 11/01/2024**

**REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

**ACTION EN CONTESTATION DE
SAISIE**

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière de référé en son audience publique du onze janvier deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Président, avec l'assistance de Maître **ABDOULAYE BALIRA**, Greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

AFFAIRE

ENTRE

MANAL BTP/H

(SCPA IMS)

C/

HASSAN KHATARI YOUSOUF

(SCPA LBTI & PARTNERS)

MANAL BTP/H, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre de commerce sous le n° RCCM NE-NIA-2014-B-3684, prise en la personne de son gérant, assistée de la SCPA IMS, Avocats associés, Rue KK 37, Porte 128, B.P. : 11.457, au siège de laquelle domicile est élu ;

D'UNE PART,

ET

DECISION

Reçoit la société **MANAL** en son action ;

Dit qu'elle est mal fondée ;

La déboute de ses demandes ;

Reçoit Monsieur Hassan Khatari en sa demande reconventionnelle ;

Le déboute en sa demande de dommages et intérêts ;

Ordonne l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute ;

Dit qu'il n'y a pas lieu à astreinte ;

Condamne la société **MANAL** aux dépens.

HASSAN KHATARI YOUSOUF, de nationalité nigérienne, promoteur de l'Entreprise **IHSAN/BTP/H/ COMMERCE GENERAL/ TRANSPORT**, ayant son siège social à Niamey, au quartier **FOULAN KOIRA**, immatriculé au RCCM NI-NIA-2016/A/1112, agissant par l'organe de son Directeur général, assisté de la SCPA LBTI & PARTNERS, société civile professionnelle d'avocats, Rue PL 34, B.P.: 343 Niamey, au siège de laquelle domicile est élu ;

D'AUTRE PART,

EXPOSE DU LITIGE

Par acte du 8 novembre 2023, la société MANAL BTP/H a fait assigner Monsieur Hassan Khatari Youssouf devant cette juridiction en annulation de la grosse apposée sur l'ordonnance d'injonction de payer n°89 du 7 septembre 2023 ainsi que le procès-verbal de conversion du 31 octobre 2023 dressé en vertu de ladite ordonnance, en sus des entiers dépens.

MANAL expose à l'appui de sa demande que l'entreprise IHSAN avait sollicité et obtenu du Président de ce tribunal une ordonnance lui enjoignant de payer la somme de 56.502.944 F CFA en principal et frais ; suite à son recours en opposition, cette décision a été rétractée pour défaut de qualité, et l'affaire est pendante devant la Cour d'appel de Niamey.

Elle poursuit que le 7 septembre 2023, Hassan Khatari, promoteur de ladite entreprise, a saisi le Président du tribunal d'une nouvelle requête aux fins d'injonction de payer pour obtenir sa condamnation à payer le montant de 56.502.944 F CFA en principal et frais ; l'ordonnance rendue à cet effet lui a été signifiée, et elle en a également formé opposition.

Elle dit que les deux procédures étaient pendantes lorsque contre toute attente M. Khatari a fait enregistrer l'ordonnance n°89 suscitée, grossoyée par le greffier en chef du tribunal de céans.

Il fait valoir que ladite ordonnance, sur la base de laquelle le procès-verbal de conversion a été dressé, ne constitue pas un titre exécutoire parce que frappée d'opposition, non encore purgée ; elle ne pouvait donc être grossoyée dès lors que la décision qui sera rendue suite à son recours en opposition va se substituer à l'ordonnance.

En réponse, Hassan Khatari conteste l'irrégularité soulevée en faisant observer que la formule exécutoire a été apposée sur l'ordonnance après constat par le greffier en chef de ce qu'aucune opposition n'a été inscrite dans le délai légal.

Il rappelle que l'ordonnance d'injonction de payer n°89 du 5 septembre 2023 a été signifiée à MANAL BTP/H le 7 septembre ; le 18 septembre, c'est MANAL SARLU qui a fait opposition, mais contre l'ordonnance n°24 du 5 avril 2022 ; ainsi, l'ordonnance n°89 du 5 septembre 2023 pour sa part n'a pas été frappée d'opposition, et c'est sur ce constat qu'une attestation de non opposition lui a été délivrée, qui lui a permis de faire enregistrer son titre et y apposer la formule exécutoire.

Il relève en outre que contrairement aux allégations de MANAL, en vertu de l'article 430 du Code de procédure civile, le juge des référés ne peut ni modifier le dispositif de la décision servant de fondement aux poursuites, ni en suspendre l'exécution si ce n'est dans le cas où il octroie un délai de grâce.

Par ailleurs, il fait observer que MANAL n'invoque aucune disposition de l'Acte uniforme relatif aux voies d'exécution, qui est le seul texte applicable en matière de saisies ; elle ne fait cas d'aucun vice de forme ou de fond susceptible d'entacher la régularité des saisies pratiquées, or le rôle du juge de l'exécution est justement d'en vérifier cette régularité.

Il formule une demande reconventionnelle pour voir MANAL être condamnée à lui payer la somme de 5.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles et de dommages et intérêts, sur le fondement des articles 15 et 392 du Code de procédure civile.

Il sollicite enfin, après avoir déclaré bonnes et valables l'acte de conversion de saisie, d'ordonner l'exécution provisoire de la décision sur minute et sous astreinte de 500.000 F CFA par jour de retard afin de vaincre la résistance injustifiée de MANAL.

DISCUSSION

Les deux parties ont plaidé par l'organe de leurs avocats respectifs, la décision à intervenir sera ainsi contradictoire.

Par ailleurs, l'action de la société MANAL et la demande reconventionnelle de M. Hassan Khatari, faites dans les formes et délais de la loi, seront déclarées recevables.

Sur la demande en nullité de la société MANAL

Aux termes de l'article 69 de l'Acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE), « *muni d'un titre exécutoire constatant l'existence de sa créance, le créancier signifie au débiteur un acte de conversion qui contient à peine de nullité :*

- 1) *Les noms, prénoms et domiciles du saisi et du saisissant, ou, s'il s'agit de personnes morales, leur forme, dénomination et siège social ;*
- 2) *La référence au procès-verbal de saisie conservatoire ;*

- 3) *Une copie du titre exécutoire sauf si celui-ci a déjà été communiqué dans le procès-verbal de saisie, auquel cas il est seulement mentionné ;*
- 4) *Le décompte distinct des sommes à payer, en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts ;*
- 5) *Un commandement d'avoir à payer cette somme dans un délai de huit jours, faute de quoi il sera procédé à la vente des biens saisis.*

La conversion peut être signifiée dans l'acte portant signification du titre exécutoire.

Si la saisie a été effectuée entre les mains d'un tiers, une copie de l'acte de conversion est dénoncée à ce dernier » ;

Il ressort des pièces du dossier qu'en exécution de l'ordonnance d'injonction de payer n°89 du 5 septembre 2023 Monsieur Hassan KHATARI YOUSOUF a signifié à la société MANAL BTP/H un procès-verbal de conversion en saisie vente des saisies conservatoires effectuées sur ses biens ;

Ledit procès-verbal contient à l'analyse toutes les mentions exigées, à peine de nullité, par l'article 69 susvisé ;

MANAL BTP conteste le titre exécutoire constitué par l'ordonnance suscitée, enregistrée et grossoyée par le greffier en chef de ce tribunal, en raison dit-elle de son irrégularité parce qu'ayant formé opposition, cette ordonnance ne saurait valoir titre exécutoire ;

Il convient cependant de rappeler que l'apposition de la formule exécutoire sur l'ordonnance querellée a été faite sous la responsabilité du greffier en chef, après avoir attesté qu'aucune opposition n'a été formée dans les délais ; ainsi, l'opposition formée par MANAL, dont l'appréciation de la recevabilité ne ressort pas des attributions du juge de l'exécution mais du tribunal saisi de ce recours, ne peut empêcher ladite ordonnance de produire ses effets dès lors qu'elle constitue en l'état un titre exécutoire conformément à l'article 33 de l'AUPSRVE ;

Il faut également rappeler que le juge de l'exécution, saisi d'une contestation de saisie, n'est pas habilité à connaître d'une demande tendant à remettre en cause le titre exécutoire mis en exécution, dans son principe ou sur la validité des droits et obligations qu'il constate ; (CCJA, 2^{ème} ch., arrêt n°275 du 30 juillet 2020, aff. MORAN JEAN c/ Société ECOBANK RDC SA) ;

Il s'ensuit que la demande en annulation de la grosse de l'ordonnance d'injonction de payer, et subséquemment de l'acte de conversion de saisie, n'est pas fondée ; il y a lieu d'en débouter la société MANAL.

Sur la demande reconventionnelle de Hassan Khatari

Il convient de rappeler qu'en droit, engager un procès ou exercer une voie de recours sans avoir la certitude absolue de réussir ne constitue pas en soi une faute, à moins d'en caractériser un abus ou une intention de nuire ;

Ainsi, le recours de la société MANAL visant à faire annuler le procès-verbal saisie vente de ses biens n'est pas constitutif d'un abus, mais plutôt l'exercice normal de son droit d'agir pour faire valoir ses prétentions ;

Par conséquent, la demande des dommages et intérêts, pour action abusive, tout comme celle des frais irrépétibles, faites par M. Khatari seront rejetées.

Par ailleurs, la demande d'exécution provisoire de la décision sur minute de la décision se justifie pleinement dès lors que l'acte de conversion a été jugé régulier, mais surtout au vu de l'ancienneté de la créance réclamée, qui n'est point contestée en son principe ; quant à l'astreinte, qui vise à contraindre à un débiteur à exécuter une décision ne se justifie pas en l'espèce, dès lors que MANAL n'a pas été condamnée à exécuter une quelconque obligation ; par conséquent, il n'y a pas lieu à astreinte.

Enfin, la société MANAL, qui a succombé à l'instance, sera condamnée à supporter les dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière d'exécution, en premier ressort :

- **Reçoit la société MANAL en son action ;**
- **Dit qu'elle est mal fondée ;**
- **La déboute de ses demandes ;**
- **Reçoit Monsieur Hassan Khatari en sa demande reconventionnelle ;**
- **Le déboute en sa demande de dommages et intérêts ;**
- **Ordonne l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute ;**
- **Dit qu'il n'y a pas lieu à astreinte ;**
- **Condamne la société MANAL aux dépens.**

Aviser les parties de leur droit de relever appel de la présente devant le Président de la Chambre Commerciale spécialisée de la Cour d'appel de Niamey dans le délai de 15 jours de son prononcé par dépôt d'acte au greffe de ce tribunal.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi la présente ordonnance a été signée, après lecture, par le Président et la greffière.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

**POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME
NIAMEY, LE 17/01/2024
LE GREFFIER EN CHEF P.O**